

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

DC1

**LETTRE DE CANDIDATURE**  
**DESIGNATION DU MANDATAIRE PAR SES CO-TRAITANTS<sup>1</sup>**

Le formulaire DC1 est un modèle de lettre de candidature, qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) pour présenter leur candidature.

En cas d'allotissement, ce document peut être commun à plusieurs lots.

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire, et produit les renseignements ou documents demandés par l'acheteur (formulaire DC2).

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

**A - Identification de l'acheteur**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

**Mairie de Malakoff**  
**Hôtel de ville**  
**1 Place du 11 Novembre 1918**  
**CS80031**  
**92245 Malakoff**

**B - Objet de la consultation**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante.)

**Vérifications périodiques réglementaires dans les bâtiments communaux**

**C - Objet de la candidature**

(Cocher la case correspondante.)

La candidature est présentée :

- pour le marché public (en cas de non allotissement) ;
- pour tous les lots de la procédure de passation du marché public
- pour le lot n°..... ou les lots n°..... de la procédure de passation du marché public (en cas d'allotissement ; si les lots n'ont pas été numérotés, indiquer ci-dessous l'intitulé du ou des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt).

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## D - Présentation du candidat

(Cocher la case correspondante.)

Le candidat se présente seul :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat individuel, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

APAVE EXPLOITATION FRANCE

■ Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Agence : [Agence d'Evry - ZAC des Malines 34 rue des Malines LISSES 91027 EVRY CEDEX](#)

Adresse électronique : [evry@apave.com](mailto:evry@apave.com)

Tél. [01.60.91.86.86](tel:01.60.91.86.86) - Fax [01.60.91.86.51](tel:01.60.91.86.51) - N° SIRET : 903 869 618 00467

Siège social : 6 rue du Général Audran, 92400 Courbevoie

■ Adresse électronique :

[mp-inspection.paris@apave.com](mailto:mp-inspection.paris@apave.com)

■ Numéros de téléphone et de télécopie :

Tél. : [01.45.66.99.44](tel:01.45.66.99.44) – Fax : [01.45.67.90.47](tel:01.45.67.90.47)

■ Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

903 869 618 00012

Le candidat est un groupement d'entreprises :

conjoint

OU

solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire :

Non

OU

Oui

**E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations**

(Tous les membres du groupement remplissent le tableau ci-dessous. En cas de groupement conjoint, les membres du groupement indiquent également dans ce tableau la répartition des prestations que ce dernier exécute.)  
Ajouter autant de lignes que nécessaires.)

| N° du Lot | Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement (*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET des membres du groupement (***) | Prestations exécutées par les membres du groupement (**) |
|-----------|--|--|
|           |  |  |
|           |  |  |
|           |  |  |
|           |  |  |

(\*) Préciser l'adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l'établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints. Lorsque la candidature est présentée sous forme de groupement solidaire, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*\*) A défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [LCD](#).

**F - Engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement****F1 – Exclusions de la procédure**

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (\*);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le candidat individuel, ~~ou chaque membre du groupement~~, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

**F2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique)

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :  
(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**F3 - Capacités**

Le candidat individuel, ou les membres du groupement, produisent, aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles :  
(Cocher la case correspondante.)

le formulaire DC2.

les documents établissant ses capacités, tels que demandés dans les documents de la consultation (\*).

(\*) **Attention**, dans le cadre d'un marché public de défense ou de sécurité, certains documents de preuve sont à fournir au stade de la candidature ; il convient alors de vérifier attentivement les exigences fixées dans les documents de la consultation. Dans les autres marchés publics, les candidats ne sont tenus de fournir que des informations ; dans ce cas, s'ils peuvent décider de fournir les documents de preuve de la satisfaction aux conditions de participation au stade de la candidature, ils n'y sont en aucun cas tenus et l'acheteur ne peut juridiquement les y obliger.

## G - Désignation du mandataire (en cas de groupement)

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant :

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#).]*

- Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :
  
- Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :
  
- Adresse électronique :
  
- Numéros de téléphone et de télécopie :
  
- Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des [ICD](#) :

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Pour les marchés publics de défense ou de sécurité, ce document est à fournir dès le dépôt de la candidature.

Date de la dernière mise à jour : 01/04/2019.



## MARCHES PUBLICS

DC2

# DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT<sup>1</sup>

*Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).*

*En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.*

*En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.*

*En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.*

*Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.*

## A - Identification de l'acheteur

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante)*

**Mairie de Malakoff**  
**Hôtel de ville**  
**1 Place du 11 Novembre 1918**  
**CS80031**  
**92245 Malakoff**

## B - Objet de la consultation

*(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au Journal officiel de l'Union européenne ou au Bulletin officiel des annonces de marchés publics, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante ; **toutefois**, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par cette candidature)*

## Vérifications périodiques réglementaires dans les bâtiments communaux

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

### C1 - Cas général

■ Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

- *Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :*

#### **APAVE EXPLOITATION FRANCE**

Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

Agence : [Agence d'Evry - ZAC des Malines 34 rue des Malines LISSES 91027 EVRY CEDEX](#)

Adresse électronique : [evry@apave.com](mailto:evry@apave.com)

Tél. 01.60.91.86.86 - Fax 01.60.91.86.51 - N° SIRET : 903 869 618 00467

**Siège social : 6 rue du Général Audran, 92400 Courbevoie**

**Adresse électronique : [mp-inspection.paris@apave.com](mailto:mp-inspection.paris@apave.com)**

**Numéros de téléphone et de télécopie : Tél. : 01.45.66.99.44 – Fax : 01.45.67.90.47**

Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD : 903 869 618 00012

■ Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

### SAS

■ Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise (entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros), au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises](#) ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

Oui

Non

### C2 - Cas particuliers en cas de marché public réservé

*Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public autre que de défense ou de sécurité réservé en application des articles [L. 2113-12](#), [L. 2113-13](#), [L. 2113-13-1](#) ou [L. 2113-15](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation. Le candidat individuel ou le membre du groupement répondant à l'une des conditions qui suivent et postulant à un marché public de défense ou de sécurité réservé en application de l'[article L. 2313-6](#) du code de la commande publique coche la case correspondant à sa situation.*

*Le candidat individuel ou le membre du groupement peut communiquer, dans la troisième colonne, l'adresse internet sur laquelle est disponible la preuve qu'il remplit les conditions propres au marché réservé pour lequel il candidate ainsi que les renseignements nécessaires pour y accéder. Dans le cas où les informations nécessaires à la consultation par l'acheteur ne sont pas fournies, et si les documents de preuve ne sont pas joints à la candidature, l'acheteur sollicitera leur production au moment de la vérification des conditions de candidature. Cette vérification sera à effectuer au plus tard avant l'attribution, sauf en cas de procédure restreinte avec limitation du nombre de candidats admis à participer à la procédure. Le détail des preuves nécessaires pour permettre cette vérification figure dans la notice explicative du DC2.*

Le candidat européen à statut équivalent, lorsqu'il n'est pas établi en France, précède son statut juridique en, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, fournit les textes relatifs à ce statut. Pour les autres marchés publics, la vérification se déroulera dans les conditions de l'[article R. 2144-1](#) du code de la commande publique.

| Type de marché réservé   | Type de structure   | Éléments permettant la vérification des conditions propres à chaque marché réservé   |
|--|---|--|
| <b>Marché réservé aux structures de l'insertion par l'activité économique et/ou aux structures du handicap</b> (articles L. 2113-12, L. 2113-13 et L. 2113-14 du code de la commande publique) | <input type="checkbox"/> Structure d'insertion par l'activité économique ( <a href="#">article L.5132-4</a> du code du travail) ou structure équivalente                                | Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :<br>- Adresse internet :<br><br>- Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  | <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée ( <a href="#">article L. 5213-13</a> du code du travail) ou structure équivalente   | Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :<br>- Adresse internet :<br><br>- Renseignements nécessaires pour y accéder : |
|  | <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide pas le travail ( <a href="#">articles L. 344-2 et s.</a> du code de l'action sociale et des familles) ou structure équivalente | Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :<br>- Adresse internet :<br><br>- Renseignements nécessaires pour y accéder : |
| <b>Marché réservé aux entreprises de l'économie sociale et solidaire</b> (article L. 2113-15 du code de la commande publique)  | <input type="checkbox"/> Entreprise de l'économie sociale et solidaire ( <a href="#">article 1<sup>er</sup></a> de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structure équivalente         | Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :<br>- Adresse internet :<br><br>- Renseignements nécessaires pour y accéder : |

|   |   |   |
|---|---|---|
|   |   |   |
| <p><b>Marché réservé pénitentiaire</b> (article L. 2113-13-1 du code de la commande publique)</p> | <p><input type="checkbox"/> Opérateur économique prévoyant d'exécuter le marché dans le cadre d'activités de production de biens et de services réalisés en établissement pénitentiaire</p> | <p>Le cas échéant, indiquer l'adresse internet à laquelle la preuve est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :</p> <p>- Adresse internet :</p> <p>- Renseignements nécessaires pour y accéder :</p> |

### C3 - Cas spécifiques relatifs aux conditions de participation

■ 1. Lorsque le candidat est inscrit sur une liste officielle d'opérateurs économiques agréés au sens de l'[article R. 2143-15](#) du code de la commande publique **et** que l'acheteur est un pouvoir adjudicateur ou au sens de des [articles R. 2343-16 à R. 2343-17](#) du même code, que l'acheteur soit un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice :

- Indication du nom de la liste officielle :

- Références sur lesquelles l'inscription ou la certification est basée et, le cas échéant, la classification sur la liste :

*(L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il convient de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire pour l'ensemble des conditions de participation fixées par l'acheteur et qui ne seraient pas couvertes par les conditions d'inscription sur la liste officielle ou le certificat d'inscription sur cette liste)*

- Le cas échéant, adresse internet à laquelle le certificat d'inscription sur cette liste officielle est accessible directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

■ 2. Lorsque le marché public n'est pas un marché de défense ou de sécurité **et** que l'acheteur a autorisé les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises en application du second alinéa de l'[article R. 2143-4](#) du code de la commande publique :

Le candidat déclare sur l'honneur satisfaisant à l'ensemble des conditions de participation requises par l'acheteur.  
(Dans ce cas, il est inutile de remplir les rubriques suivantes du présent formulaire ; le remplissage du formulaire est terminé)

### E - Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique E3)*

- Agréments et Accréditations

**E1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :**

**E2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :**

**E3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) du code de la commande publique) :**

*(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée)*

- Adresse(s) internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**F - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement**

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique F4)*

**F1 - Chiffres d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles**

|   | Exercice du 01/01/2023<br>au 31/12/2023 | Exercice du 01/01/2022<br>au 31/12/2022 | Exercice du 01/01/2021<br>au 31/12/2021 |
|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur) | 631 M€                                  | 624 M€                                  | 581 M€                                  |
| Part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l'acheteur) | 51%                                     | 50%                                     | 50%                                     |

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

...../...../.....

**F2 – Autres informations requises par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière**

(Chiffres d'affaires moyens sur la période demandée par l'acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d'actif et de passif, informations sur le niveau approprié d'assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l'acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique H du présent formulaire)

**F3 – Pour les marchés publics de travaux**

En cochant cette case, le candidat déclare qu'il aura souscrit un contrat d'assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale ([article L. 241-1](#) du code des assurances).

(Y compris en cas de MDS, les documents de preuve ne seront sollicités sur ce point qu'avant l'attribution du marché public)

**F4 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique)**

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**G - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement**

*Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle.*

*(En cas de MDS, les documents de preuve sont à fournir avec la candidature, sauf cas particulier de la rubrique G2.)*

Effectifs des 3 dernières années :

- 2021 : 5720
- 2022 : 5800
- 2023 : 6138

**G1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l'acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle, qu'il peut récapituler ici****G2 - Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l'acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 du code de la commande publique) :**

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

**H - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature**



## I - Renseignements spécifiques aux marchés publics de défense ou de sécurité

### I1 – Renseignements relatifs à la nationalité du candidat individuel ou du membre du groupement

**I2 – Documents, renseignements ou justificatifs permettant d'évaluer si le candidat individuel ou le membre du groupement répond aux critères d'accessibilité à la procédure indiquée dans l'avis d'appel à la concurrence (uniquement lorsque l'acheteur a ouvert la procédure de passation aux opérateurs économiques des pays tiers à l'Union européenne ou à l'Espace économique européen)**

Date de la dernière mise à jour : 21/11/2023

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR MARCHES Publics

### APAVE EXPLOITATION FRANCE

dont le siège social est situé 6 rue du Général Audran, 92400 COURBEVOIE,  
immatriculée au RCS de NANTERRE  
sous le numéro 903 869 618

Je soussignée, **Catherine NOAILLY**, ayant pouvoir d'engager la société ci-dessus, atteste sur l'honneur en application des articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique

#### a) *Condamnation définitive* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts et aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-9, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

#### b) *Lutte contre le travail illégal* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;
- Certifie que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

#### c) *Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés* :

- n'entre dans aucun des cas d'exclusions de plein droit prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, conformément à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique.

#### d) *Liquidation judiciaire* :

- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

**e) Redressement judiciaire :**

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

**f) Situation fiscale et sociale :**

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

**g) Marchés de défense et de sécurité :**

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

**h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ; avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu de lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission.

Fait à Courbevoie, le 04 décembre 2023

Directrice Générale  
Catherine NOAILLY



APAVE EXPLOITATION FRANCE  
Société par actions simplifiée  
6 rue du Général Audran - 92400 COURBEVOIE  
903 869 618 RCS NANTERRE  
Intracomm. FR56903869618



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE  
TAX CLEARANCE CERTIFICATE**

**Numéro de délivrance** *Certificate number* : 16413052

La société désignée ci-dessous *The company named below* :

**DENOMINATION DE LA SOCIETE** *Name of the company* :  
SAS APAVE EXPLOITATION FRANCE

**ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT** *Address of the main establishment* :  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 COURBEVOIE

**N° SIREN** *Tax identification number (SIREN number)* : 903869618

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes  
*is in good standing with respect to the following tax obligations* :

- Dépôt des déclarations de résultats et de TVA  
*Filing of corporate income tax and VAT returns*
- Paiement<sup>(1)</sup> de la TVA<sup>(2)</sup> ou de l'IS<sup>(3)</sup>  
*Payment of VAT or corporate income tax*

Cette société est une société fille d'un groupe :

- soumis au régime de l'intégration fiscale visée à l'article 223 A du code général des impôts (groupe IS) ;
- ou de consolidation du paiement de la TVA visé à l'article 1693 ter du code général des impôts (groupe TVA).

*This company is a daughter company of a group* :

- *subject to the tax consolidation regime referred to in Article 223 A of the French General Tax Code (corporate income tax group)* ;
- *or consolidation of payment of the VAT referred to in article 1693 ter of the French General Tax Code (VAT group).*

L'impôt sur les sociétés ou la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dû (ou due) sur le résultat d'ensemble du groupe IS ou du groupe TVA est versé par la société mère correspondante dont les coordonnées figurent ci-dessous :

*The corporate income tax or value added tax (VAT) due on the total result of the corporate income tax group or VAT group is paid by the corresponding parent company whose details are given below* :

**Dénomination de la société mère** *Name of the parent company* :  
HOLDAPAVE SAS

**Adresse de la société mère** *Address of the parent company* :  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 COURBEVOIE

Dès lors, pour justifier de la régularité de sa situation fiscale, la société fille doit joindre à la présente attestation celle justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA fournie par la société mère.

*Therefore, in order to prove the regularity of its tax situation, the daughter company must attach to this certificate, the certificate proving the payment of corporate income tax or VAT provided by the parent company.*

**Date de délivrance** *Date of issue* : 10/04/2024

Service gestionnaire *The administrative service* :

DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

EQUIPE IFU 8

8 RUE COURTOIS

93505 PANTIN CEDEX

LMMeJV 9h-16h30

Tél. : 0149911470

IFU8-DGE@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR



<sup>(1)</sup> Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge *Including any penalties*

<sup>(2)</sup> Si la société est membre d'un groupe de sociétés relevant du régime fiscal d'intégration *If the company is a member of a group of companies subject to the integration tax regime*

<sup>(3)</sup> Si la société est membre d'un groupe de consolidation du paiement de la TVA *If the company is a member of a VAT consolidation group*

URSSAF RHONE-ALPES  
6 rue du 19 Mars 1962  
69691 VENISSIEUX CEDEX

**Nous contacter**

**Courriel:** depuis votre espace [urssaf.fr](https://urssaf.fr)  
**Tel.:** 0 806 804 226

**Références**

**N°SIREN** 903869618

Page 1/2

**CADRE LÉGAL**

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

**CODE DE SÉCURITÉ**

OZGLV9NLYWA6RJV

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](https://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

Envoyé en préfecture le 04/07/2024

Reçu en préfecture le 04/07/2024

Publié le

ID : 092-219200466-20240628-DEC2024\_159-AR



A VENISSIEUX , le 21/03/2024

SAS APAVE EXPLOITATION FRANCE  
CSP PAIE BORDEAUX  
AV GAY LUSSAC BP 3  
33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

**Objet : attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.**

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,

La Directrice, Frédérique MINY

**CODE DE SÉCURITÉ**

OZGLV9NLYWA6RJV

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

SAS APAVE EXPLOITATION FRANCE  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 COURBEVOIE

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- effectif moyen mensuel en cours de calcul,  
*L'effectif moyen mensuel calculé par l'Urssaf à partir des données issues de votre DSN*
- pour une masse salariale de 18222406 euros,
- au titre du mois de février 2024,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

**NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL**

**NUMÉRO SIREN**

SAS APAVE EXPLOITATION FRANCE  
6 RUE DU GENERAL AUDRAN  
92400 COURBEVOIE

903869618

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2023. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

**ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT**

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS\*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés\*\* à la date du 29/02/2024.

Fait à : VENISSIEUX  
le : 21/03/2024

La Directrice, Frédérique MINY

\* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.

\*\* Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.





*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS**  
à jour au 28 mars 2024

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

*Immatriculation au RCS, numéro* 903 869 618 R.C.S. Nanterre  
*Date d'immatriculation* 05/10/2021  
*Dénomination ou raison sociale* **APAVE EXPLOITATION FRANCE**  
*Sigle* .  
*Forme juridique* Société par actions simplifiée  
*Capital social* 3 376 810,00 Euros  
*- Mention n° 93006 du 16/10/2023* Continuation de la société malgré un actif net devenu inférieur à la moitié du capital social. Décision du 21/06/2023  
*Adresse du siège* 6 Rue du Général Audran 92400 Courbevoie  
*Activités principales* Contrôle et surveillance, tant au stade de leur construction qu'à propos de leur exploitation de tous appareils, équipements et installations dont l'existence ou l'usage sont susceptibles d'affecter la sécurité des personnes comme la sauvegarde des biens.  
*Durée de la personne morale* Jusqu'au 05/10/2120  
*Date de clôture de l'exercice social* 31 décembre  
*Date de clôture du 1er exercice social* 31/12/2021

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES**

**Président**

*Dénomination* APAVE  
*Forme juridique* Société anonyme  
*Adresse* 6 Rue du Général Audran 92400 Courbevoie  
*Immatriculation au RCS, numéro* 527 573 141 RCS Nanterre

**Commissaire aux comptes**

*Dénomination* ARTHAUD & ASSOCIÉS AUDIT  
*Forme juridique* Société par actions simplifiée  
*Adresse* 73 Rue François Mermet 69160 Tassin-la-Demi-Lune  
*Immatriculation au RCS, numéro* 431 460 336 RCS Lyon

**SOCIÉTÉ RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION**

*- Mention n° 22361 du 14/03/2023* Apport partiel d'actif soumis au régime des scissions à compter du 01/01/2023 de la branche d'activité de contrôle et surveillance.  
Société(s) ayant participé à l'opération : APAVE SUDEUROPE SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, Zac Saumaty Seon 8 Rue Jean Jacques Vernazza 13322 Marseille 16e Arrondissement Cedex 16 (RCS Marseille 518 720 925);  
APAVE Nord-Ouest SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, 340 avenue de la Marne 59700 Marcq-en-Barœul (RCS Lille Métropole 419 671 425);  
APAVE ALSACIENNE SAS, Société par actions simplifiée à associé unique, 2 Rue Thiers 68200 Mulhouse (RCS Mulhouse 301 570 446);  
APAVE Parisienne SAS, Société par actions simplifiée, 6 Rue du Général Audran 92400 Courbevoie (RCS Nanterre 393 168 273)

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

*Adresse de l'établissement* 6 Rue du Général Audran 92400 Courbevoie  
*Activité(s) exercée(s)* Contrôle et surveillance, tant au stade de leur construction qu'à propos de leur exploitation de tous appareils, équipements et installations dont l'existence

ou l'usage sont susceptibles d'affecter la sécurité des personnes comme la sauvegarde des biens.

*Date de commencement d'activité*

28/09/2021

*Origine du fonds ou de l'activité*

Création

*Mode d'exploitation*

Exploitation directe

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

---

*R.C.S. Bourg-en-Bresse*

*R.C.S. Saint-Quentin*

*R.C.S. Soissons*

*R.C.S. Montluçon*

*R.C.S. Manosque*

*R.C.S. Gap*

*R.C.S. Grasse*

*R.C.S. Nice*

*R.C.S. Foix*

*R.C.S. Troyes*

*R.C.S. Carcassonne*

*R.C.S. Rodez*

*R.C.S. Marseille*

*R.C.S. Caen*

*R.C.S. Angoulême*

*R.C.S. La Rochelle*

*R.C.S. Bourges*

*R.C.S. Brive*

*R.C.S. Ajaccio*

*R.C.S. Bastia*

*R.C.S. Dijon*

*R.C.S. Saint-Brieuc*

*R.C.S. Périgueux*

*R.C.S. Besançon*

*R.C.S. Romans*

*R.C.S. Evreux*

*R.C.S. Chartres*

*R.C.S. Brest*

*R.C.S. Quimper*

*R.C.S. Nîmes*

*R.C.S. Toulouse*

*R.C.S. Bordeaux*

*R.C.S. Béziers*

*R.C.S. Montpellier*

*R.C.S. Rennes*

*R.C.S. Saint-Malo*

*R.C.S. Châteauroux*

*R.C.S. Tours*

*R.C.S. Grenoble*

*R.C.S. Lons-le-Saunier*

*R.C.S. Mont-de-Marsan*

*R.C.S. Blois*



*R.C.S. Roanne*  
*R.C.S. Saint-Etienne*  
*R.C.S. Le Puy-en-Velay*  
*R.C.S. Nantes*  
*R.C.S. Saint-Nazaire*  
*R.C.S. Orléans*  
*R.C.S. Cahors*  
*R.C.S. Agen*  
*R.C.S. Mende*  
*R.C.S. Angers*  
*R.C.S. Cherbourg*  
*R.C.S. Reims*  
*R.C.S. Laval*  
*R.C.S. Nancy*  
*R.C.S. Bar-le-Duc*  
*R.C.S. Lorient*  
*R.C.S. Vannes*  
*R.C.S. Metz*  
*R.C.S. Sarreguemines*  
*R.C.S. Nevers*  
*R.C.S. Dunkerque*  
*R.C.S. Valenciennes*  
*R.C.S. Lille Métropole*  
*R.C.S. Beauvais*  
*R.C.S. Compiègne*  
*R.C.S. Alençon*  
*R.C.S. Arras*  
*R.C.S. Boulogne-sur-Mer*  
*R.C.S. Clermont-Ferrand*  
*R.C.S. Bayonne*  
*R.C.S. Pau*  
*R.C.S. Tarbes*  
*R.C.S. Perpignan*  
*R.C.S. Strasbourg*  
*R.C.S. Mulhouse*  
*R.C.S. Lyon*  
*R.C.S. Chalon-sur-Saône*  
*R.C.S. Mâcon*  
*R.C.S. Le Mans*  
*R.C.S. Chambéry*  
*R.C.S. Annecy*  
*R.C.S. Paris*  
*R.C.S. Le Havre*  
*R.C.S. Rouen*  
*R.C.S. Meaux*  
*R.C.S. Evry*  
*R.C.S. Pontoise*  
*R.C.S. Versailles*  
*R.C.S. Niort*  
*R.C.S. Amiens*



**Greffé du Tribunal de Commerce de Nanterre**

4 RUE PABLO NERUDA  
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2021B10421

Envoyé en préfecture le 04/07/2024

Reçu en préfecture le 04/07/2024

Publié le

ID : 092-219200466-20240628-DEC2024\_159-AR



*R.C.S. Albi*

*R.C.S. Castres*

*R.C.S. Montauban*

*R.C.S. Fréjus*

*R.C.S. Toulon*

*R.C.S. Avignon*

*R.C.S. La Roche-sur-Yon*

*R.C.S. Poitiers*

*R.C.S. Limoges*

*R.C.S. Epinal*

*R.C.S. Auxerre*

*R.C.S. Belfort*

*R.C.S. Bobigny*

*R.C.S. Créteil*

*R.C.S. Pointe-à-Pitre*

*R.C.S. Fort-de-France*

*R.C.S. Cayenne*



Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

## Votre Assurance

► RESPONSABILITE CIVILE  
ENTREPRISE



Envoyé en préfecture le 04/07/2024

Reçu en préfecture le 04/07/2024

Publié le

ID : 092-219200466-20240628-DEC2024\_159-AR

S<sup>2</sup>LO

ATTESTATION

## COURTIER

**VERLINGUE**  
(Agence d'Ilizach)  
12 Rue de Kerogan CS 44012  
29335 QUIMPER CEDEX

**APAVE**  
**Immeuble Canopy**  
**6 rue du Général Audran**  
**92400 COURBEVOIE**

## Vos références :

**Contrat n° 10800807204**

AXA France IARD, atteste que :

**APAVE**  
**Immeuble Canopy**  
**6 rue du Général Audran**  
**92400 COURBEVOIE**

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale française **APAVE EXPLOITATION France**

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 10800807204, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

### **Activités assurées :**

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- Inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- Bâtiment et génie civil
- Essais, mesures et métrologie
- Laboratoires d'analyses (non médicales)
- Conseils
- Formation
- Certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

### **A l'exclusion :**

- **des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.23 du Code de la construction et de l'habitation**
- **des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)**
- **des activités de classification et certification de navires et unités offshore.**



**Contrat : 10800807204**

**TABLEAU DE GARANTIES**

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

| Nature des garanties   | Limites des garanties                  |
|--|--|
| Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle   |  |
| Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus<br>Sans pouvoir excéder pour :     | 5 000 000 € par année d'assurance      |
| a) les dommages immatériels non consécutifs  | 5 000 000 € par année d'assurance      |
| b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement | 2 500 000 € par année d'assurance      |
| c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada<br>sous-limités :                              | 5 000 000 € par année d'assurance      |
| c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA   | 1 000 000 € par année d'assurance      |
| d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *  | 2 500 000 € par année d'assurance<br>* |

\*Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période **du 01/01/2024 au 31/12/2024** inclus sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à Nanterre, le 19 décembre 2023

Pour la société  
**Mathieu GODART**  
Directeur Général Délégué



Envoyé en préfecture le 04/07/2024

Reçu en préfecture le 04/07/2024

Publié le



ID : 092-219200466-20240628-DEC2024\_159-AR